MEL 8°
436
10

FRANCIS DELAISI

LE PATRIOTISME DES PLAQUES BLINDÉES

(KRUPP-SCHNEIDER & Cie)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Prix : 0 fr. 30

Mel 8° 436 (10)

000532047

ÉDITION DE LA REVUE LA PAIX PAR LE DROIT
10, Rue Monjardin, NIMES.

Bibliothèque de Sciences Po

DON
JACQUES KAYSER

Bibliothèque de Sciences Po

6602048

Le Patriotisme des Plaques blindées.

I

LE SCANDALE KRUPP.

Les révélations faites à la tribune du Reichstag, le 19 et le 20 avril 1913, ont provoqué dans le monde entier une vive émotion.

Au moment où, des deux côtés du Rhin, les gouvernements français et allemands, appuyés par un bruyant concert de presse, demandent aux deux peuples d'énormes sacrifices d'hommes et d'argent, voici qu'on découvre, dans les asiles secrets où s'élabore la défense nationale, d'étranges agissements :

La plus grande fabrique de canons du monde, entretenant un agent, nommé Brandt, spécialement chargé de soudoyer les fonctionnaires des bureaux de la guerre ; — les documents les plus confidentiels s'égarant, par des voies mystérieuses, dans les coffre-forts de M. von Dewitz, sous-directeur de l'usine Krupp ; — un grand journal illustré de Leipzig préparant, avec la collaboration avouée de l'Etat-Major et des fournisseurs de la guerre, un numéro spécial destiné à hâter le vote des crédits militaires et les commandes d'armement — le directeur de la Waffenfabrick, M. von Gontard, inspirant au journal pangermaniste, la *Post*, les plus violentes diatribes contre la France, donnant l'ordre de faire passer dans le *Figaro* des notes inquiétantes sur les mitrailleuses françaises, et, par un machiavélisme stupéfiant, après avoir excité l'opinion française par les provocations de la presse allemande, poussant l'Allemagne aux armements par des déclarations belliqueuses de la presse française.

Voilà ce que le public européen a appris avec une indignation croissante.

Ces faits ont été dénoncés du haut de la tribune du Reichstag, non pas seulement par le député socialiste Liebknecht, mais aussi par un député du centre catholique, M. Pfeiffer, dont le patriotiste conservateur n'est pas suspect. Des documents au-

Rel 8° 436(10)

Bibliothèque de Sciences Po

thentiques ont été produits, et le Ministre de la guerre lui-même, le général von Heeringen, a dû reconnaître la réalité de ces faits.

Devant un tel spectacle, l'opinion européenne s'est émue. Les patriotes les plus sincères, ceux-là même qui s'apprêtaient à supporter — sinon d'un cœur joyeux, au moins d'une âme résignée — les sacrifices qu'on leur réclame, se demandent maintenant s'ils ne sont pas le jouet d'une machination des industriels du blindage et du canon d'acier.

Il faut qu'ils sachent que les faits qui les troublent aujourd'hui ne sont pas exceptionnels ; depuis de longues années, dans les grandes nations militaires, les agissements coupables, dont ils viennent de voir un échantillon, sont constants et pour ainsi dire constitutionnels.

Quelques grandes firmes métallurgiques, spécialisées dans la fabrication des engins de guerre, s'appliquent à corrompre systématiquement les hauts fonctionnaires responsables de la défense nationale, affolent par de bruyantes campagnes de presse l'opinion facilement excitable, font pression sur les Parlements afin de leur arracher les crédits nécessaires pour de lucratives commandes, et, jouant du patriotisme comme d'une machine à dividendes, aggravent l'odieux régime de la « paix armé », quand ils ne déclanchent pas de sanglants conflits.

Cette organisation du blindage patriotique existe en Allemagne comme en France ; des deux côtés du Rhin, elle fonctionne selon les mêmes méthodes, et parfois de concert. Il faut que tous les amis de la paix la connaissent, et la dénoncent.

UN TRUST INTERNATIONAL. OPPENHEIM & MONTEBELLO.

Peu d'hommes soupçonnent l'importance politique et sociale des grandes fabriques d'armes. Comme elles sont peu nombreuses, — une vingtaine peut-être dans le monde entier, le grand public les ignore ; leurs noms mêmes, à part ceux de Krupp et de Schneider, lui sont inconnus. Et pourtant, par l'énormité des capitaux qu'elles engagent, elles tiennent aux plus puissants organismes de la Finance ; et par les relations intimes qu'elles entretiennent forcément avec les gouvernements, leurs seuls clients, elles exercent sur les pouvoirs publics une influence sans proportion avec la part de l'activité nationale qu'elles représentent.

Prenons par exemple la *Waffenfabrik*, celle-là même qui chargea un de ses agents de publier dans le *Figaro* des notes tendan-

Bibliothèque de Sciences Po

cieuses sur les armements français, afin d'arracher au Reichstag une forte commande de mitrailleuses.

Les *Deutsche Waffen-und-Munitions Fabriken in Berlin*, (c'est leur titre authentique), sont moins une entreprise unique qu'une sorte de trust réunissant sous une direction commune les principales usines qui produisent tout ce qui peut servir à la guerre et au massacre : canons, fusils, mitrailleuses, obus, cartouches, etc.

Outre ses puissants ateliers de Dœllingen, cette Société contrôle :

1° En Allemagne :

Les usines *Mauser* (célèbres par les fusils qui portent ce nom), dont elle détient pour 1.885.000 marks d'actions ;

Les établissements métallurgiques de *Düren*, où elle a une participation de 1 million de marks ;

2° En Belgique :

La *Fabrique Nationale d'armes de guerre d'Herstal*, dont elle détient pour 3 millions d'actions ;

3° Enfin, à Paris même, elle possède la « *Société française* (sic) *pour la fabrication des roulements à billes* », entreprise plus pacifique, dont elle a fourni entièrement le capital.

On voit par là que, s'il lui plaît d'entrer en relations avec la presse parisienne, elle n'a pas grande difficulté à vaincre, puisqu'elle possède chez nous-mêmes une filiale de nom français.

Cela ne l'empêche pas, d'ailleurs, d'être authentiquement allemande. En effet, dans son Conseil d'administration figurent les représentants des plus grandes banques d'outre-Rhin :

La *Diskonto Gesellschaft*, aussi puissante que notre Crédit Lyonnais ; la *Dresdner Bank*, qui vaut notre Société Générale ; la maison Bleichrœder, presque équivalente à nos Rothschild ; la banque Oppenheim, de Cologne, et enfin, brochant sur le tout, le prince Henckel von Donnersmark, le personnage le plus riche de l'Empire après MM. Krupp, et le vice-amiral Han-Sack, qui est là pour faciliter les relations avec les ministres de la guerre et de la marine.

Parmi tous ces noms, il en est un qui vaut la peine d'être retenu : c'est celui du baron Oppenheim, de Cologne. Ce personnage est en même temps administrateur de la Compagnie des Wagons-Lits, et il y siège — chose curieuse — à côté de M. Lannes de Montebello, l'auteur du projet actuel en faveur des trois ans.

N'est-ce pas là un rapprochement singulier ?

Le petit-fils du maréchal Lannes, député français, vice-président de la Commission de l'armée, siégeant dans le même Conseil d'ad-

Bibliothèque de Sciences Po

ministration que le baron Oppenheim, de Cologne, un des chefs de la principale fabrique d'armes allemande !

Nul doute que ces deux personnages, également patriotes, ne fassent fort bon ménage.

En effet, les projets militaires du député nationaliste français contribuent par un choc en retour à procurer des commandes de fusils au baron allemand, et les armements réclamés par celui-ci servent de prétexte au petit-fils du maréchal pour exiger le service de trois ans.

Voyez-vous le nationaliste duc de Montebello, entre l'Oppenheim de Cologne et le Reinach de l'affaire Dreyfus, travaillant ensemble au développement des blindages patriotiques ?

Quelle trinité ! Et quel symbole ! Avec quelle facilité, en dépit des haines de races, de religions et de patries, malgré les préjugés de caste et les querelles de partis, les hommes d'affaires fraternisent dans l'internationale communion du dividende !...

GUILLAUME II, ACTIONNAIRE DE KRUPP.

Mais la *Waffenfabrick* est peu de chose à côté de la fameuse maison Krupp. Avec ses houillières, ses mines de fer et ses aciéries, ses ateliers d'Essen et de Magdebourg, ses chantiers de constructions navales de Kiel, avec ses 5.000 ingénieurs, ses 60.000 salariés, les 250.000 personnes qui vivent d'elle, elle représente ce que l'industrie moderne a mis de plus puissant et de plus complet au service du génie de la destruction. A défaut des grandes banqnes — qui, d'ailleurs, l'ont sauvée plus d'une fois du désastre, — elle possède un commanditaire et un protecteur dont nul ne contestera l'importance, puisque c'est l'Empereur d'Allemagne lui-même, Sa Majesté Guillaume II.

Comment se fait-il que le chef de la plus puissante nation militaire du monde se trouve être en même temps l'actionnaire de la plus grande fabrique de canons ?

Cette histoire, bien connue de tous les hommes d'affaires, est cependant trop ignorée encore du grand public. Elle devrait figurer en bonne place dans tous les manuels d'instruction civique.

C'était en 1867. Bismarck, après avoir vaincu l'Autriche à Sadowa, songeait à faire la guerre à la France. Pour cela, il lui fallait une artillerie formidable, et seul, Krupp pouvait la lui donner. Malheureusement, les usines d'Essen n'étaient pas assez puissamment outillées pour exécuter en deux ou trois ans le programme conçu par de Moltke : il fallait construire de nouvelles

Bibliothèque de Sciences Po

machines, agrandir les bâtiments, et les capitaux manquaient. Les banques allemandes n'avaient pas alors l'énorme crédit dont elles disposent aujourd'hui, et l'on ne pouvait confier à des financiers étrangers les secrets desseins de la Prusse.

Alors, le roi Guillaume se dévoua. Il réalisa sur sa fortune personnelle 5 millions de thalers (environ 20 millions de francs), qu'il prêta à Krupp, dont il devint ainsi l'associé.

L'opération fut avantageuse pour les deux compères : trois ans après, le roi Guillaume était couronné à Versailles, empereur d'Allemagne. La victoire prussienne fit aux canons d'acier la plus merveilleuse réclame. Le monde entier vint acheter ses armes à Essen. La maison Krupp devint la plus puissante firme métallurgique du monde, et l'empereur Guillaume Ier, son commanditaire, vit ses 20 millions tripler de valeur.

Aujourd'hui, ses actions sont entre les mains de son petit fils. Guillaume II est le principal actionnaire de Krupp. Chaque année, il reçoit sa part des dividendes de la maison ; il touche tant pour cent sur toutes commandes de canons et de cuirassés que vote le Reichstag. Comment s'étonner, après cela, s'il réclame sans cesse à ses fidèles sujets de nouveaux armements et de nouveaux crédits ?

Au reste, le Kaiser ne fait nullement mystère de l'intérêt tout particulier qu'il porte à la puissante entreprise.

Dès son avènement, il avait offert à Friedrick Krupp le titre de prince, — que le grand usinier refusa d'ailleurs, convaincu qu'un blason trop neuf n'ajouterait rien à la gloire de sa maison. Après la mort du Maître d'Essen, l'Empereur ne manqua jamais d'assister avec toute sa cour aux deux bals donnés chaque année par Mme Krupp. C'est lui qui, il y a quelques années, maria l'aînée des filles, Bertha, héritière de l'usine, avec l'un des membres de sa noblesse, le baron de Bohlen-Halbach. Il assista lui-même au mariage et prononça, à cette occasion, un discours retentissant qui, reproduit par la presse des deux mondes, fit à la maison — dont il est l'associé — une impériale réclame.

Grâce à cette haute protection, l'entreprise ne pouvait manquer de prospérer, pour le plus grand profit de son royal commanditaire.

Veut-on se faire une idée des bénéfices réalisés ?

On sait que la Prusse — pays réactionnaire comme chacun sait — a établi depuis longtemps l'impôt sur le revenu. Chaque contribuable est tenu de déclarer au fisc le chiffre de son avoir, et l'on peut penser qu'il ne l'exagère pas. L'année dernière, Mme Bertha von Krupp-Bohlen (qui a pourtant laissé à sa sœur cadette une

Bibliothèque de Sciences Po

part de l'héritage paternel) a évalué sa fortune personnelle à 187 millions de marks, soit 234 millions de francs, elle a été taxée sur un revenu annuel de 21 millions. Voilà ce que rapporte la culture intensive du blindage patriotique...

D'après ces chiffres énormes, on peut imaginer ce que sont devenus les 20 milions engagés dans l'affaire, en 1867, par le grand-père de Guillaume II !

L'empereur a d'ailleurs un moyen hien simple de grossir les dividendes de ses associés et les siens propres. C'est de prononcer des discours belliqueux qui, en inquiétant les nations étrangères, obligent l'Allemagne à de nouveaux efforts.

Les phrases fameuses sur « la poudre sèche et l'épée aiguisée » n'ont pas d'autre but.

Lorsque M. Jules Huret fit en Allemagne sa fameuse enquête, publiée par le *Figaro,* il eut une entrevue avec le grand métallurgiste prussien Thyssen ; et, comme il se plaignait « des discours belliqueux de l'empereur et de ses croisières à Tanger », qui inquiètent si fort l'opinion française :

« Je vous comprends, fit en souriant M. Thyssen de son fin sourire pétri d'intelligence et d'esprit..., mais je vous assure que vous avez tort de vous préoccuper de ces discours. Ici, personne n'y fait attention. On est blasé sur cette phraséologie. *Cela sert seulement à faire voter des crédits au Reichstag pour les usines Krupp* ». (1)

Voici donc un chef d'Etat, descendant d'une dynastie séculaire, représentant, — du moins il le prétend, — les intérêts permanents de son pays et ses plus hautes destinées, et qui, systématiquement, inquiète l'opinion européenne, et trouble la quiétude de son propre peuple, afin de lui arracher des commandes pour une fabrique d'armes dont il partage les dividendes !

Et ce n'est pas un révolutionnaire qui l'accuse d'un pareil abus de confiance, ce n'est pas même un pacifiste toujours prêt à réprouver les propos belliqueux, c'est le plus puissant des métallurgistes allemands. Quel aveu ! Et quel enseignement !

KRUPP & L'ÉTAT-MAJOR.

Cependant, pour que les fabriques d'armes aient sans cesse de nouvelles commandes, la protection impériale ne suffit pas. Il faut encore l'avis favorable de l'Etat-major et des bureaux de la

(1) Jules Huret, *Rhin et Westphalie,* page 239.

Bibliothèque de Sciences Po

Guerre. Ce sont eux qui établissent les programmes nouveaux et passent les marchés ; ils sont les responsables de la défense nationale ; eux seuls ont la compétence et l'autorité voulues pour agir sur les assemblées parlementaires et leur faire voter les crédits nécessaires.

Comment s'assurer leur concours ?

Le moyen le plus simple est de l'acheter ; et l'on ne s'en prive pas. Les récents débats au Reichstag ont montré que la maison Krupp avait un agent, nommé Brandt, spécialement chargé de traiter avec certains fonctionnaires, et d'obtenir d'eux, moyennant finance, communication de certains documents et dossiers. Cet agent a été dénoncé et emprisonné, et les tribunaux prussiens instruisent actuellement cette affaire.

Mais ce procédé est grossier et dangereux. On en a donc trouvé un autre infiniment plus élégant, parfaitement légal et d'une grande efficacité.

En Allemagne, les officiers supérieurs, quoique un peu mieux payés qu'en France, n'ont que des traitements relativement faibles : 10.000 ou 20.000 marks, qu'est-ce que cela à côté des 50.000 ou 80.000 marks que gagnent les directeurs et ingénieurs de la maison Krupp ? Aussi le rêve de la plupart des hauts fonctionnaires du ministère de la guerre est-il de passer au service de la grande usine. Celle-ci, certes, ne demande pas mieux que de s'attacher des spécialistes aussi compétents, mais naturellement elle choisit de préférence ceux qui, dans les Commissions techniques, se sont montrés favorables à ses intérêts.

Aussi, c'est à qui, dans les bureaux de la Guerre ou de la Marine, établira les plans des plus gigantesques superdreadnoughts ; à qui découvrira le besoin de nouvelles batteries de canons ; à qui inventera de nouveaux modèles de mitrailleuses ou d'obusiers, à qui, enfin, démontrera la nécessité d'augmenter les effectifs afin d'augmenter parallèlement le nombre et l'importance des fournitures. Ce faisant, chaque officier est assuré de se faire bien voir de l'Empereur, puisque le Kaiser est actionnaire de la fabrique.

Si l'affaire réussit, le haut fonctionnaire qui l'a proposée prend sa retraite, et Krupp, reconnaissant, le nomme ingénieur en chef ou directeur aux appointements de 80.000 ou 100.000 marks.

Aussi, tandis que les naïfs, au sortir de l'Ecole militaire, s'en vont en province consacrer leur existence à la monotone besogne du dressage des recrues, les malins s'orientent vers les bureaux du ministère, entrent en rapport avec la haute métallurgie et gagnent rapidement galons et décorations, en attendant de passer

Bibliothèque de Sciences Po

dans les cadres de la grande usine. Comme disait l'un d'eux : « C'est toujours être au service de l'Empereur. »

D'ailleurs, il n'est pas nécessaire de démissionner. Il y a, aux acieries d'Essen, une quantité de fonctionnaires soit-disant détachés par le Ministère de la guerre pour surveiller l'exacte application des cahier des charges, recevoir les missions étrangères, etc., etc.

« Krupp, disait le grand industriel Ehrard à M. Jules Huret, emploie des centaines d'officiers en congé ou en disponibilité, admirablement payés pour ne pas faire grand'chose. L'usine Krupp est, pour certains clans, une grande sinécure où se casent les neveux, les cousins pauvres des fonctionnaires tout-puissants de la guerre. » (Page 224).

Et M. Thyssen ajoute :

« Comment voulez-vous lutter ? Il y a chez Krupp *deux frères du ministre de la guerre et le frère du chef de la marine allemande.* » (Page 240).

Au reste, Mme Krupp, la douairière, était elle-même la fille d'un général (le général von Ende) ; et l'on a vu qu'à la tête de la *Waffenfabrik* se trouve actuellement l'amiral en retraite Hans Sach.

Dans ces conditions, comment les ministres, les généraux du grand état-major, les ingénieurs des grandes Commissions de l'armée se montreraient-ils sévères pour une usine administrée par leurs frères, neveux, cousins et collègues, dont ils espèrent, d'ailleurs, être un jour les successeurs ?

Aussi Krupp peut se considérer comme chez lui au ministère de la guerre.

Il y a quelques mois, des dossiers secrets d'une haute importance disparaissaient des bureaux. On fit une enquête discrète ; et, après bien des recherches, l'on découvrit les précieux papiers... dans le coffre-fort de M. von Dewitz, sous-directeur de l'usine d'Essen.

En somme, en Allemagne, les bureaux de la guerre et de la marine, depuis les petits fonctionnaires achetés par Brandt ou von Dewitz jusqu'aux officiers généraux candidats à la direction de l'usine, et jusqu'à l'Empereur lui-même, sont à la dévotion de la grande fabrique d'armes.

L'AUBERGE DE LA MORT.

Ainsi protégée, l'usine d'Essen ne pouvait manquer de prospérer. Elle était toujours sûre d'avoir les préférences du gouver-

Bibliothèque de Sciences Po

nement. Pourtant, son succès même lui attira des rivaux. Le grand industriel Thyssen créa aux bords du Rhin des usines nouvelles dont l'outillage perfectionné a enlevé à Krupp la royauté de la métallurgie industrielle.

Krupp s'est alors de plus en plus spécialisé dans la fabrication des armes de guerres; mais, sur ce terrain même, il a trouvé dans Ehrardt un concurrent redoutable. Celui-ci inventa un type de canon supérieur à ceux d'Essen, et surtout moins coûteux. Ce pouvait être la ruine pour la vieille maison. Heureusement, l'empereur veillait. En toute occasion, il affirma sa sympathie pour la firme dont il est l'actionnaire et son dédain pour ses rivaux.

« A l'exposition de Dusseldorf, raconte M. Jules Huret, Ehrardt avait exposé de très belles choses, vraiment ; de quoi convaincre la plus mauvaise foi. L'empereur vint, resta une demi-heure dans le pavillon de Krupp, et ne mit pas les pieds dans celui d'Errardt. »

Celui-ci, boycotté systématiquement par les bureaux de la Guerre, a failli plusieurs fois se ruiner. Il a tenu bon, cependant. Qui sait si la haine des concurrents de Krupp n'est pas pour quelque chose dans les révélations sensationnelles qui ont été faites à la tribune du Reichstag ?

Quoi qu'il en soit, Essen a gardé en Allemagne le quasi-monopole des commandes de canons et de blindages.

Elle l'a étendu sans trop de peine à beaucoup d'Etats étrangers. On sait par exemple qu'elle seule a le privilège de fournir de grosse artillerie le petit royaume de la reine Wilhelmine. On y applique aux fonctionnaires des bureaux de la Guerre les mêmes méthodes de pénétration pacifique. Et les bons Hollandais ont constaté plus d'une fois que si les canons Krupp, souvent gâtés par des malfaçons, leur coûtaient des prix exorbitants, en revanche, par une compensation flatteuse, les officiers supérieurs de leur Ministère de la Guerre devenaient fréquemment directeurs de l'usine d'Essen.

De tous les pays du monde accourent sans cesse des missions étrangères chargées de passer des commandes au nom de leurs gouvernements, de surveiller leur exécution ou de prendre livraison.

Turcs et Bulgares, Japonais et Russes, Argentins et Chinois se rencontrent ici comme au foyer même de l'industrie de la mort. On penserait que tous ces chefs de guerre, venus là pour s'armer les uns contre les autres, se regardent avec méfiance. Il n'en est rien. La maison Krupp, dont ils sont les meilleurs clients, a construit un hôtel, *Hessener Hof*, où ils reçoivent à ses frais une hos-

Bibliothèque de Sciences Po

pitalité princière ; et rien n'est édifiant comme de voir ces futurs ennemis fraterniser autour des tables dans le commun amour du blindage patriotique.

« Cet hôtel Krupp, — écrit M. Jules Huret qui y fut reçu, — est un endroit bien curieux. Avec son double escalier de marbre, à colonnes de marbre rose, à la rampe en balustres de cuivre doré, il a grand air. Dans le vestibule d'entrée, de chaque côté d'une vaste cheminée de pierre, des masques sculptés représentent les types humains des cinq parties du monde. Le sol est recouvert d'un carrelage rouge où traînent des tapis ; des canapés et des fauteuils de cuir rouge s'alignent le long des murs.

» Les invités de l'usine mangent dans une salle spéciale.... Au bout de quelques jours, ils se connaissent tous et bientôt se rencontrent autour d'une grande table ronde. Rien ne peut montrer mieux qu'une réunion pareille ce que notre civilisation actuelle a d'artificiel. Des Turcs, des Bulgares, des Serbes, des Japonais, des Chiliens, des Argentins, des Philippins sont là. Tous de peau brunâtre et jaunâtre. Quelque chose d'un peu barbare — il me paraît — se lit sur leurs fronts encadrés de cheveux d'un noir d'encre.

» Il vient aussi des Scandinaves, des Russes, des Belges. A la fin du repas, les vins francais ayant échauffé les têtes, les voix montent, et *tous ces ennemis trinquent longtemps comme des frères*, au milieu des rires et de la fumée des gros cigares, aux frais de la princesse, à mille lieues de songer aux raisons qui les ont amenés là. Tous ces gens s'entretueront peut-être un jour prochain avec les canons qu'ils sont venus voir forer. Mais en *attendant que l'acier soit refroidi, ils « godaillent »*, comme disait Guillaume II à Jules Simon.

» Certains de ces envoyés demeurent un an, deux ans même, pour assister à la fabrication. De sorte qu'avec ses cinquante chambres, l'*Essener Hof* coûte quelque chose comme 500.000 fr. par an à la fabrique, sans compter les frais supplémentaires.

» Ainsi quelques chambres manquaient lorsqu'arriva cette année la mission chinoise composée de dix-huit personnes avec leur suite. Mme Krupp invita les officiers turcs, qu'elle hébergeait depuis longtemps, à faire un petit voyage à Londres et à Paris à ses frais, et sous la conduite d'un jeune officier « à la suite » attaché à l'usine. Ils restèrent absents cinq jours, s'amusèrent comme on pense, et revinrent quand les Célestes furent repartis. Le séjour des Chinois lui-même avait coûté 40.000 marcks : trains spéciaux, banquets, etc... Voilà les mœurs ! »

Comment, dans tous les pays, les états-majors ne travailleraient-ils pas à multiplier sans cesse les armements qui sont pour eux l'occasion de si agréables voyages ? Tout en excitant les peuples à la haine les uns des autres afin de tirer d'eux les milliards nécessaires au paiement des commandes, ingénieurs et généraux des armées rivales se réunissent autour de la table ronde des métallurgistes, et, sablant fraternellement le champagne, boivent à la

Bibliothèque de Sciences Po

perpétuité des haines nationales qui font la prospérité de l'internationale industrie de la guerre.

Seulement, tout cela coûte très cher : festins et frais de séjour des missions étrangères, innombrable personnel d'officiers « à la suite » pour les distraire et les promener dans les capitales voisines, sinécures offertes aux frères et cousins des ministres, des généraux et des parlementaires influents, grèvent lourdement les frais généraux. Pour retrouver l'argent ainsi gaspillé, il faut vendre les canons plus cher. On ne peut hausser trop les prix faits aux Etats étrangers, par peur de la concurrence des usines anglaises, françaises ou américaines. On se rattrappe donc forcément sur les commandes destinées à l'Allemagne elle même. Ici, point de rivaux à craindre, car le patriotisme interdit à l'Etat prussien d'acheter ses armes au dehors. On est donc bien à l'aise pour faire payer aux nationaux les frais faits en l'honneur des clients étrangers.

C'est ainsi que la maison Krupp vend la tonne de blindage 1.920 marks aux Américains du Sud, et 2.320 marks à la marine allemande.

Ce fait a été établi à plusieurs reprises à la tribune du Reichstag par les députés du centre Erzbeger, Muller et Pfeiffer.

Ni les grands chefs de l'Etat-Major, ni les ministres, ni l'Empereur lui-même n'ont cherché à mettre ordre à cet abus. Sans doute ont-ils trop de frères et de cousins attachés à l'usine.

Mais que penser de ces professionnels du patriotisme qui exploitent plus durement le budget de leur propre patrie que celui des nations étrangères ?

CAMPAGNES DE PRESSE : A NOUS LE « FIGARO » !

En somme, du haut en bas de la hiérarchie militaire, depuis les humbles fonctionnaires qui, pour quelques pièces d'or, vendent à l'agent Brandt des documents secrets qui vont si curieusement s'abriter dans le coffre-fort de M. von Dewitz, jusqu'aux généraux qui aspirent aux appointements royaux d'administrateurs de la grande usine ; depuis les ministres, dont les fils, frères ou neveux sont attachés « à la suite » des missions étrangères, jusqu'à l'Empereur lui-même, principal commanditaire et premier courtier de la grande entreprise, tout le monde conspire à entretenir par des armements incessants la prospérité d'une entreprise si chère à tous à tant de titres.

Mais il ne suffit pas que les Etats-Majors établissent sans cesse

Bibliothèque de Sciences Po

de nouveaux programmes navals, inventent de nouveaux canons, réclament de nouvelles batteries. Il faut encore que le Reichstag vote les crédits nécessaires.

Certes, la plupart des députés influents, qui ont, eux aussi, des fils ou des neveux à caser, sont tout disposés à ne pas laisser s'émousser la redoutable épée qui fait la suprématie de l'Allemagne dans le monde. *Deutschland über alles* ! Mais les contribuables se lassent d'engloutir dans le gouffre sans fonds du militarisme tant de milliards et une si énorme part de leur labeur. Il faut donc agir sur eux en les entretenant constamment dans la haine ou la peur de l'étranger.

Pour cela on dispose d'un bon instrument : la presse.

Les récents débats au Reichstag ont montré avec quel touchant accord les bureaux de la Guerre et les fabriques d'armes savent en jouer.

A l'automne de 1911, le bureau de la presse, au ministère de la marine (car il y a dans chaque ministère un bureau chargé spécialement de renseigner et d'inspirer les journaux), demanda à une grande reve illustrée de publier un numéro sensationnel uniquement consacré à la glorification de la flotte allemande et à la nécessité de l'accroître encore.

En janvier 1913, autre affaire : Le chancelier proclame la nécessité d'augmenter les effectifs de l'armée de terre. Il faut préparer l'opinion à de nouveaux sacrifices. Aussitôt les bureaux de la guerre entrent en jeu ; ils traitent avec la *Leipziger Illustrirte Zeitung*, et pour que celle-ci puisse obtenir des métallurgistes toutes les photographies et documents nécessaires, le commandant Hoffmann adresse à tous les fournisseurs de la guerre la circulaire officielle que voici :

MINISTÈRE DE LA GUERRE
Section ministérielle
—
N° 911/2 13, 7, 1.

Berlin, W. 66 23-2 1913.
Leizigerstrasse n° 5.

Le numéro spécial du 10 avril de la *Leipziger Illustrirte Zeitung* est consacré tout entier à l'armée allemande et sera publié avec la collaboration du Ministère de la Guerre de Berlin. Pour que rien ne manque à ce numéro, il est souhaitable que les fournisseurs de l'armée et toutes les industries relevant de la défense nationale y publient des exposés du développement de leurs affaires et de leurs procédés de travail.

La section ministérielle du ministère de la guerre est prête à donner à ce sujet tous les renseignements désirés.

HOFFMANN,
Commandant en Chef de Section.

Bibliothèque de Sciences Po

A cette circulaire était jointe une lettre de la rédaction de la *Leipziger Illustrirte Zeitung* mettant les colonnes de la revue à la disposition des fournisseurs de l'armée.

« Il serait difficile, ajoute le *Vorwaerts*, de fournir une meilleure preuve des étroits rapports existant entre le Ministre de la Guerre allemand et la campagne de presse actuellement poursuivie en Allemagne en faveur de la loi militaire. »

Mais ce sont là des moyens exceptionnels employés par les bureaux quand ils veulent en imposer à l'opinion et forcer la main au Reichstag. D'ordinaire, les fabriques d'armes agissent seules, sous leur propre responsabilité.

Elles subventionnent un certain nombre de journaux, dits pangermanistes, dont la principale fonction est d'exciter les sentiments chauvins, d'injurier les gouvernements et les peuples étrangers et de tenir le public allemand sous la perpétuelle menace de « l'ennemi héréditaire ». Cet « ennemi » change d'ailleurs selon les circonstances : c'est le Français ou le Slave, s'il s'agit d'obtenir de nouveaux canons ou de nouvelles mitrailleuses ; et c'est l'Anglais quand les chantiers de Kiel ou de Stettin ont besoin de construire une nouvelle escadre de super-dreadnoughts.

De tous ces journaux, le plus caractéristique est la *Post*, feuille sans importance et sans autorité, qui deux fois déjà fut sur le point de disparaître et que la *Wafenfabrick* a sauvée de la faillite. Elle n'est remarquable que par l'extrême violence de son chauvinisme. C'est elle qui, en 1911, au lendemain du « coup d'Agadir », lorsque l'Empereur donna l'ordre à M. de Kiderlin-Vaechter de transiger avec la France, lança un article insolent pour le Kaiser lui-même qui y était appelé « *Guillaume le Poltron* ». Lors des récents incidents de Nancy, elle réclamait la guerre immédiate pour venger « l'honneur national ».

Ces déclarations forcenées ont peu d'écho en Allemagne où on ne les lit guère ; mais elles en ont en France, où l'*Echo de Paris*, le *Temps*, le *Matin*, les citent avec une prédilection marquée comme des documents sur l'état de l'opinion allemande. Elles irritent ainsi le public français et, par un choc en retour, permettent aux plus graves journaux d'Outre-Rhin de crier au réveil du chauvinisme français et à la nécessité de nouveaux armements.

La *Wafenfabrick* a fait mieux encore. Elle a tenté d'agir directement sur notre presse. Voulant obtenir une commande de mitrailleuses que le Reichstag ne semblait pas disposé à approuver, elle ne trouva rien de mieux que de faire passer dans un journal parisien une note annonçant que le gouvernement français doublait le nombre des siennes.

Bibliothèque de Sciences Po

Tout le monde a lu la lettre suivante publiée par le *Vorwœrts* :

DOSSIERS PERSONNELS
(Folio 15)

MONSIEUR..,

Paris.

G. 8.236.

(« G » suivant le *Vorwœrts*, veut dire registre secret). Geheim

Nous vous avons télégraphié à l'instant :

« Prière attendre à Paris notre lettre d'aujourd'hui. »

La raison de cette dépêche était que nous voudrions faire passer dans un des journaux les plus lus de Paris, si possible le *Figaro*, un article dont voici la teneur :

« L'administration militaire française a décidé de hâter considérablement la construction des mitrailleuses destinées à l'armée, et de commander deux fois plus de ces engins qu'elle ne se le proposait primitivement. »

Nous vous prions de faire votre possible pour obtenir qu'un semblable article soit accepté.

Agréez, etc.

Fabrique d'armes et de munitions allemandes.
VON GONTARD.

Le « communiqué » lancé par M. von Gontard ne fut pas publié sous cette forme : il ne pouvait pas l'être, car il aurait provoqué un démenti du Ministère de la Guerre français. Mais quelques temps après, tous nos grands journaux, à l'occasion des manœuvres, entamaient un éloge dithyrambique de nos mitrailleuses. Nous ne saurons sans doute jamais si ces articles furent inspirés par la fabrique allemande, ou par les fabriques françaises — ou peut-être par les unes et par les autres. Cruelle énigme !

Nous en avons assez dit pour que l'on saisisse la méthode dite du « patriotisme des plaques blindées ».

Un petit nombre d'usines, disposant de capitaux énormes, spécialisées dans la fabrication des engins de guerre où tout chômage entraînerait leur ruine, tendent de toutes leurs forces à maintenir le militarisme dont elles vivent.

Pour amener les contribuables à consentir les sacrifices nécessaires, elles inspirent des campagnes de presse, subventionnent des journaux et, par de systématiques provocations, inquiétant le public français par la menace allemande, et le public allemand par la riposte française, préparent le vote des milliards indispensables.

En même temps, par la séduction de l'argent et des places, les sinécures accordées aux fils et neveux des généraux et des ministres, les postes grassement rétribués réservés aux officiers

Bibliothèque de Sciences Po

en retraite, elles obtiennent des états-majors des programmes d'armements sans cesse renouvelés, et des commandes passées à des prix exorbitants.

Enfin l'Empereur lui-même, principal commanditaire et courtier intéressé, ne dédaigne pas de concourir — par ses discours sur la poudre sèche et l'épée aiguisée — à la prospérité d'une industrie qui, si elle n'est plus l'industrie nationale de la Prusse, est du moins devenue l'industrie familiale des Hohenzollern.

Grâce à cette savante organisation, se maintient l'odieux régime de la « paix armée » qui épuise les nations au profit de quelques parasites.

Nous allons montrer maintenant qu'en France existe une organisation identique travaillant symétriquement au même but, par les mêmes méthodes.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Bibliothèque de Sciences Po

II

L'INDUSTRIE DE LA GUERRE EN FRANCE

Trois grandes Sociétés dominent en France l'industrie de la guerre. Ce sont le *Creuzot*, la plus ancienne, la plus connue de toutes, mais non la plus importante ; les *Aciéries de la Marine Homécourt*, dirigées par M. Darcy, et *Chatillon-Commentry*, présidée par MM. Molinos et Guillain.

Chacune d'elles est ce qu'on appelle une « entreprise complète », ayant ses mines de fer et de houille, ses hauts-fourneaux, ses aciéries, et aussi ses forges, laminoirs et ateliers de construction ; en sorte que le fer y entre minerai et en sort canon ou machine. Leurs usines, fort nombreuses, sont réparties sur toute la France, selon les nécessités des approvisionnements, principalement dans le Centre, en Meurthe-et-Moselle, dans le Nord ou les Basses-Pyrénées. Elles emploient plusieurs milliers d'ouvriers et leur capital représente au cours du jour une valeur de 400 millions de francs !

Canons, obus, tourelles ou plaques de blindage, il n'est pas une pièce de matériel de guerre qu'elles ne fabriquent, et les chantiers mêmes qui construisent les cuirassés viennent prendre chez elles tous les matériaux de leurs navires.

Toutefois, il ne faudrait pas croire que ces usines travaillent exclusivement pour la mort et le massacre. Le même acier ou nickel dont on fait les plaques de blindage peut servir à fabriquer les pièces de résistance des machines de traction, et la même presse hydraulique peut façonner indifféremment le tube d'un canon de 320^{mm} ou l'arbre de couche d'un transatlantique. Ces sociétés produisent donc à la fois pour l'industrie civile et pour l'industrie de la guerre (1). Mais les commandes des industriels sont fort irrégulières. Elles subissent des alternances périodiques d'abondance excessive et d'extrême rareté. Or, les grandes sociétés métallurgiques, précisément à raison de leur outillage énorme et de l'importance des capitaux investis, ne peuvent cesser de produire sans périr. Les commandes de la guerre ou de la marine, en

(1) C'est ce qui rend pratiquement si difficile de nationaliser l'industrie de la guerre, comme le proposait le député allemand Karl Liebnecht.

Bibliothèque de Sciences Po

comblant les vides dans les périodes de crise, assurent la régularité de la production et la stabilité des dividendes.

Aussi les campagnes pour les armements se produisent elles ordinairement (comme celle d'aujourd'hui) au moment où commence une ère de dépression dans l'industrie privée. En somme, la fabrication du matériel de guerre est indispensable aux sociétés métallurgiques, et un spécialiste éminent, M. Le Verrier, a pu écrire :

« Il ne faudrait peut être qu'une période d'arrêt dans la fièvre d'armements qui sévit en Europe pour que les grandes forges du Centre fussent obligées de fermer, ou du moins de réduire beaucoup leur production. » (1)

Autour de cette trinité puissante, *Creusot*, *Marine-Homécourt* et *Chatillon-Commentry*, se groupent une vingtaine d'entreprises pour qui les armements, tout en étant une fabrication d'appoint, n'en sont pas moins une source importante de revenus.

Toutes sont étroitement unies en une *Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel de guerre*.

Le président est M. Léon Lévy, directeur de *Chatillon-Commentry* ; les vice-présidents sont : MM. Magnin, des *Aciéries de la Marine-Homécourt*, de Freycinet, du *Creusot*, et Duplomb, des établissements *Hotchkiss et Cie* (mitrailleuses).

Dans le bureau sont représentées : les *Aciéries de Saint-Etienne*, présidées par M. le député Aynard (blindages, tourelles, canons, obus) ; la *Société Marrel frères* (blindages) ; la *Compagnie de Fives-Lille* (matériel d'artillerie); les *Forges de Firminy* (obus, torpilles), etc., sans oublier les *Laminoirs de Biache Saint-Vaast* (laiton de guerre, obturateurs), et la *Société Centrale de Dynamite*, représentée par M. Paul Clémenceau.

Un groupe spécial est formé par les chantiers navals. Quatre d'entre eux s'occupent particulièrement de la construction des cuirassés. Ce sont : les *Chantiers de la Méditerranée*, les *Chantiers de la Gironde* (présidés par M. Schneider, du Creusot), les *Chantiers de la Loire* et les *Chantiers de Saint-Nazaire*, auxquels il faudrait ajouter quelques autres établissements moins importants. Tous sont groupés en une *Chambre syndicale des constructeurs de navires et de machines marines*.

Et comme les chantiers privés et les arsenaux de l'Etat achètent toute leur matière première (tôles, étambots, étraves, tourelles, canons) aux grandes forges énumérées plus haut, les rapports les plus étroits unissent ensemble les deux syndicats du matériel

(1) *La Métallurgie*, p. 191.

Bibliothèque de Sciences Po

de guerre et des cuirassés. Ils ont le même siège social (63, boulevard Haussmann) et le même secrétaire général, M. Robert Pinot, lequel est en même temps secrétaire général du Comité des Forges, des Chambres syndicales du matériel de chemin de fer et des Forces hydrauliques et encore de l'Union des industries métallurgiques et minières.

Si l'on considère en outre que derrière chacune de ces grandes entreprises (Forges ou Chantiers) se trouvent une ou deux grandes banques : l'Union Parisienne derrière le Creusot, le Crédit Lyonnais derrière les Aciéries de la Marine, le Comptoir d'Escompte derrière les Chantiers de la Méditerranée, etc., on voit quelles profondes racines l'industrie de la guerre a poussées dans notre organisme économique tout entier et sur quels appuis formidables elle peut compter !

« BÉNÉFICES SCANDALEUX ! » (1)

Le premier résultat de ce syndicalisme métallurgique, c'est la suppression de toute concurrence entre les fabriques d'armes. Certes, chaque fois que l'Etat passe une commande de canons, de tourelles ou de cuirassement, le ministère de la guerre, conformément à la loi, met la fourniture en adjudication, et les sociétés, gravement, envoient leur soumission sous pli cacheté. Mais comme elles se sont entendues d'avance, l'adjudication est purement fictive. On les voit d'ailleurs échanger entre elles les lots obtenus sans se soucier autrement des résultats de la soumission. Les Chantiers de la Gironde (dont M. Schneider est le président), ayant pris les tourelles du cuirassé *Vérité*, cédèrent leur marché au Creusot ; les Chantiers de la Loire, ayant obtenu celles du *Liberté*, les donnèrent aux Aciéries de la Marine. Enfin la Société des Batignolles ayant, en adjudication publique, enlevé au Creuzot et à Homécourt les tourelles du *Démocratie*, s'empressa de répartir la commande entre ses concurrents de la veille, et reçut en échange de Schneider l'artillerie des tourelles du *Vérité*.

On conçoit qne des entreprises qui s'entendent si bien se garderont de toute concurrence qui ferait baisser les prix au seul profit des contribuables.

En 1898, avant que fut formé le Syndicat du matériel de guerre, la Société des Batignolles prenait le blindage des tourelles du *Démocratie* à 2 fr. 27 le kilo ; et les Aciéries de la Marine, celles

(1) Le mot est de M. Henri Michel : Rapport sur le budget de la marine.

Bibliothèque de Sciences Po

du *Suffren* à 2 fr. 20. En 1903, le Syndicat est constitué. Aussitôt la Société des Batignolles fait payer les tourelles 2 fr. 96 le kilo, et les Aciéries de la Marine 2 fr. 97.

Cela faisait pour les deux entreprises un bénéfice supplémentaire de 391.000 francs. Si l'on songe que le cuirassement d'un Dreadnought peut peser 5 millions de kilogrammes, la hausse de 0 fr. 70 imposée par le Syndicat représentait un boni de 4 millions de francs par cuirassé — et pour les contribuables une charge supplémentaire de pareille somme...

Après cela, comment s'étonner des prix fantastiques qu'atteignent nos vaisseaux de guerre ? Le *Voltaire*, par exemple, a coûté 50 millions. Le même bateau, construit à la même époque en Allemagne, revenait à 45 millions de francs et 38 seulement en Angleterre.

Il y a quelques années, un rapporteur du budget de la Marine, M. Henri Michel, a pu écrire : « *La France tient le record pour le prix des bateaux de guerre* ». Voilà certes un record dont les contribuables français peuvent se montrer fiers !

Dans ces conditions, il est facile de prévoir que les fabricants de matériel de guerre ne peuvent manquer de réaliser des profits énormes. Si les Chantiers de la Gironde (dont les commandes vont au Creusot) ne distribuent à leurs actionnaires que 7 % de dividende, les Chantiers de Saint-Nazaire donnent 9 % ; ceux de la Loire 15 % et leurs actions, émises à 500 francs, valent respectivement 1.305, 990 et 1.760 francs.

Quant aux trois grandes Sociétés qui travaillent à la fois pour le Ministère de la Guerre, pour les chantiers privés et pour les arsenaux de l'Etat, c'est bien mieux encore : Les *Aciéries de la Marine Homécourt* donnent 13 % de dividende, *Chatillon Commentry* 16 % et le Creusot 20 %.

La première de ces entreprises voit ses actions de 500 francs cotées en bourse 1.830 francs ; la seconde, 2.130, et les titres de la troisième, émis à 360, valent aujourd'hui 2.210 francs. C'est dire que nos métallurgistes militaires ont vu en peu de temps leur fortune tripler, quadrupler et même sextupler. Intéressant résultat de la « paix armée »...

Or, ces énormes dividendes ne représentent qu'une partie de leurs bénéfices.

Le grand journal financier, l'*Information*, calcule que, depuis 1897, les Aciéries de la Marine Homécourt, tout en distribuant 46 millions à leurs actionnaires, ont constitué une réserve de 23 millions sans parler des amortissements aussi généreusement dotés, de façon à assurer à l'affaire un avenir de tout repos. Dans

Bibliothèque de Sciences Po

le même temps, Chatillon-Commentry a mis de côté 54 millions (trois fois son capital !), et le Creusot 75 millions.

Quand on réalise, grâce aux commandes de la guerre, de tels bénéfices, on peut bien faire quelques sacrifices pour les obtenir. Comment hésiter à dépenser, s'il le faut, quelques millions pour s'assurer la bienveillance des bureaux de la guerre qui élaborent les programmes d'armements, la faveur des parlementaires qui les votent, et l'appui de la presse, qui, en semant la panique dans le public, dispose l'opinion à supporter toutes les charges au nom de la défense nationale !

Nos métallurgistes ne pouvaient manquer d'entretenir soigneusement le feu sacré d'un patriotisme belliqueux qui leur rapporte tant de millions. Ils ont employé à atteindre ce but exactement les mêmes procédés, la même méthode que leurs émules d'Outre-Rhin, la maison Krupp et la Waffenfabrik.

GÉNÉRAUX, MARCHANDS DE CANONS.

Il existe à l'Etat-major et dans les bureaux de la guerre et de la marine, de nombreux groupes d'officiers généraux, ingénieurs de l'Etat, intendants militaires, répartis en commissions techniques, dont le rôle discret est extrêmement important. Ce sont eux, en effet, qui élaborent les programmes d'armements, rédigent les cahiers des charges, passent les commandes, acceptent ou refusent les livraisons et frappent d'amendes ou de refus les malfaçons et les retards. Surtout, c'est leur autorité qui, seule, peut faire consentir au Parlement et à l'opinion les sacrifices incessants dont s'enrichissent aciéries et chantiers. Nos métallurgistent ont donc le plus grand intérêt à s'assurer leur bienveillante collaboration.

En Allemagne, nous avons vu l'agent Brandt, missionnaire de Krupp, convertir à coups d'arguments sonnants et trébuchants les fonctionnaires militaires aux projets de ses patrons. Nous voulons croire qu'il n'en est pas ainsi en France, et que jamais une liasse de billets de banque, oubliée dans un dossier, n'a facilité l'obtention d'une commande, ou provoqué l'augmentation imprévue du poids d'un cuirassement.

D'ailleurs, nos industriels ont un moyen beaucoup plus efficace, moins dangereux — et parfaitement légal — d'arriver à leurs fins.

La solde de nos officiers supérieurs ou généraux est relativement faible : 10.000 ou 12.000 francs, qu'est-ce que cela à côté des 20.000 francs touchés par les moindres ingénieurs de Delaunay-Belleville ou du Creusot, des 50.000 et 80.000 francs de leurs

Bibliothèque de Sciences Po

Directeurs, et des jetons de présence et participations de MM. les Administrateurs ?

Alors, qu'un officier invente un nouveau canon, qu'il soit en mesure, par son influence dans les commissions techniques, de faire accepter un programme d'armements, une forte commande d'obus, ou de mitrailleuses, aussitôt il se trouvera quelque société pour lui offrir une place d'ingénieur, de directeur, ou d'administrateur avec des appointements de ministre. Souvent l'officier se laisse tenter : il donne sa démission ou prend sa retraite, et passe, comme on dit, au service de « l'industrie privée ».

C'est ainsi que, dans ces dernières années, nous avons vu les plus hauts chefs quitter le commandement de l'armée pour en devenir les fournisseurs. Citons, à titre d'exemple, les noms suivants que chacun pourra trouver — et d'autres encore — dans les annuaires financiers :

Amiral Nabona, chantiers de la Gironde (filiale du Creusot).

Amiral Besson (du Creusot), chantiers de la Palice, et Société des moteurs Otto (fusionnée avec le Creusot).

Général Mathieu, chantiers de Saint-Nazaire (cuirassés).

Général Mert, Société de Montbard-Aulnoye (obus).

Général Delanne, Compagnie marocaine (filiale du Creusot).

Duplomb, directeur honoraire de l'artillerie au ministère de la marine, administrateur des chantiers de la Gironde (Creusot) et vice-président de la Société Hotchkiss et Cie (mitrailleuses).

Félix Godard, ex-ingénieur en chef de la marine, chantiers de Saint-Nazaire (cuirassés).

De Freycinet, capitaine de vaisseau, neveu de l'ancien ministre de la guerre, directeur du Creusot, administrateur des chantiers de la Gironde.

Colonel Plessix, chantiers de France (matériel naval).

Colonel Demmler, ancien directeur des Ateliers de l'Etat, à Puteaux, administrateur de Châtillon-Commentry (canons, tourelles, blindages, etc.) et de Montbard-Aulnoy (obus).

Colonel Deport, inventeur du fameux canon vendu à l'Italie, administrateur de Châtillon-Commentry.

Commandant Houdaille, Société des moteurs Gnôme (aviation militaire).

Commandant Renard, Société des moteurs Gnôme (aviation militaire), etc.

(Remarquons que le Creusot tient à son service, à lui seul, deux amiraux, un capitaine de vaisseau, un général et un directeur honoraire de l'artillerie).

75

Bibliothèque de Sciences Po

Ceux qui n'ont pas trouvé place dans les fabriques d'armes ont été casés dans les mines, les chemins de fer et les banques en relations étroites avec les Sociétés métallurgiques.

Dans les banques, par exemple, nous trouvons :

A la *Société Générale*, M. Bouillat, ancien officier d'artillerie.

Au *Comptoir d'Escompte*, M. Blondeau, ancien contrôleur de l'armée.

Au *Crédit foncier d'Algérie*, M. le Général Parisot, l'Intandant Général Stanislas, le Colonel Mayer.

A la *Cie foncière de France*, Général de Boisdeffre.

Dans les Chemins de fer et transports :

Général Lacroix, ex-généralissime, Chemins de fer du Midi.

Général Dalstein, ex-généralissime, Compagnie générale des voitures (qui achète les chevaux réformés de l'armée).

Général Mathieu, Chemins de fer du Midi.

Général Renard, Chemins de fer du Sud-Ouest.

Général Delanne, Nord-Sud (Paris).

Général Leplus, Compagnie générale de construction.

Amiral Duperré, Chemins de fer Madrid-Saragosse-Alicante (appartenant au groupe Rothschild).

Amiral Martin, Usines franco-russes.

Amiral Humann, Compagnie transatlantique, Canal de Suez.

Dans les mines :

Colonel Grandjean, Mines d'or du Châtelet.

Commandant Martin, Mines du Kef-Chambi, etc.

D'après ces quelques exemples, pris au hasard dans les Annuaires, on peut juger qu'elle puissante attraction exerce l'oligarchie financière sur notre Etat-major.

Dans les bureaux des ministères où s'élabore la défense nationale, le rêve de beaucoup d'officiers est de quitter leur emploi mal rétribué pour les fastueux appointements de l'industrie privée. Aussi c'est à qui proposera l'adoption d'un nouveau canon, l'achat de nouvelles batteries, la construction d'une nouvelle escadre, avec la certitude que, si les crédits sont votés, l'instigateur aura sa récompense.

Certes, nous ne voulons pas dire que tous les fonctionnaires de la guerre se laissent tenter par l'appât doré des sinécures industrielles. Nous sommes assurés qu'il y a dans les bureaux et commissions techniques beaucoup d'officiers à qui suffit l'amour

Bibliothèque de Sciences Po

du métier et l'accomplissement de leur devoir. Ceux-là, si quelque métallurgiste venait solliciter une commande inutile ou le silence sur quelque malfaçon, n'hésiteraient pas à le jeter à la porte. Mais que pourront-ils faire si, au lieu d'un Schneider ou d'un Darcy, ils voient arriver dans leur bureau un ancien amiral fabricant de cuirassés, un général en retraite marchand de canons, ami des plus hauts chefs de l'armée, ancien chef lui même, sous qui ils ont servi, et à qui peut-être ils ont dû leur avancement.

Les Sociétés comptent que, par respect pour les étoiles d'or, l'officier le plus scrupuleux se taira. Et cette spéculation sur le respect dû au grade est profondément immorale.

Voilà pourquoi, sans doute, nous voyons tant de canons qui éclatent, de submersibles qui coulent, de poudres avariées qui font explosion et pourquoi la Cour des Comptes remplit 27 colonnes du *Journal Officiel* à signaler des comptabilités fausses et des irrégularités jamais réprimées.

En acceptant de passer du rôle de soldats à celui de fournisseurs, les chefs de l'armée rendent tout contrôle impossible. Quand on a eu l'honneur d'exercer un haut commandement, on ne fait pas de ses étoiles d'or une marque de fabrique, ni de ses plumes d'autruche une enseigne de marchand...

LA MÉTALLURGIE AU POUVOIR.

Lorsque les métallurgistes ont obtenu des bureaux quelque somptueux programme d'armements, il leur reste à faire voter par les Chambres les crédits nécessaires. Opération délicate : car tant de convoitises rivales se disputent les moindres miettes du gâteau de 4 milliards et demi servi par les contribuables à l'appétit des fournisseurs ! Pour obtenir aux fabriques d'armes la plus grosse part possible, il faut un homme expert en matières d'intrigues parlementaires, connaissant à fond les combinaisons des groupes et des sous-groupes, sachant travailler les commissions, négocier avec les rapporteurs, et capable enfin, par d'adroites séductions, d'amadouer les oppositions les plus irréductibles et les vertus les plus farouches. C'est pourquoi les portefeuilles de la défense nationale sont confiés presque toujours — non pas à des militaires comme le demande le bon sens public — mais à des parlementaires. Au fond, le ministre est moins le chef responsable de l'armée qu'une sorte d'avocat chargé de faire triompher, devant les Chambres, les plans élaborés par ses bureaux. C'est pourquoi les sociétés métallurgiques sont disposées aux plus grands sacrifices

Bibliothèque de Sciences Po

pour faire attribuer les portefeuilles de la guerre et de la marine à des hommes dévoués à leurs intérêts. Il faut reconnaître que jusqu'ici elles y ont fort bien réussi.

Depuis trente ans, M. Etienne n'a cessé, comme député, comme chef de parti ou comme ministre, de travailler pour la métallurgie, en faisant voter des chemins de fer en Algérie (tel ce fameux chemin de fer du sud-oranais qui a coûté 400 millions), au Sénégal, à Madagascar, et jusqu'en Ethiopie. En 1905, il engagea 140 millions de dépenses militaires sans même consulter le Parlement. Pour le récompenser, les financiers l'ont fait président de la *Compagnie des Omnibus*, au nom de laquelle il commanda l'année dernière 800 autobus au Creuzot. Enfin, tout récemment, on l'a élu président de la *Société des Tréfileries du Hâvre* qui est elle-même, comme par hasard, un des principaux fournisseurs de la guerre.

Le 15 mai dernier, on pouvait lire dans le journal financier l'*Information*, la petite note suivante :

« Les *Tréfileries du Hâvre*, qui étaient à 245 se sont avancées à 254. Le sociétés s'occupant de la métallurgie du cuivre paraissent non seulement appelées à bénéficier du rétablissement de la paix dans les Balkans, mais aussi à *bénéficier du surcroît de commandes qui va résulter du développement général des armements*. Les *Tréfileries du Hâvre*, par la puissance de leurs installations et de leurs ressources financières, sont, semble-t-il, destinées à être les *premières* bénéficiaires de ce mouvement. Leur dividende de 12 fr. 50 comporte ainsi de précieuses chances d'amélioration pour un avenir prochain. »

Voilà donc un ministre qui demande au pays un crédit énorme de 440 millions : avec cet argent, il passera des commandes à une société dont il est le chef; déjà, sur la simple annonce de son projet, ses actions haussent de 10 points, et chaque sacrifice qu'il exige de nous accroît sa propre fortune. Etrange effet du patriotisme métallurgique !

Et il n'est pas seul dans ce cas : M. Pierre Baudin, son collègue, après avoir établi, sous Waldeck-Rousseau, un vaste programme de travaux publics qui fit la joie des entrepreneurs, devint président de la *Banque Franco-Américaine*. Puis on le fit président de la *Ligue Maritime*, association dont le but avoué est de réclamer sans cesse de nouveaux programmes navals. A ce titre, il était le ministre de la marine rêvé par toutes les sociétés métallurgiques et les chantiers de cuirassés.

Citerai-je encore, parmi leurs prédécesseurs, M. Millerand, avocat du Creusot dans l'affaire de l'Ouenza; M. de Freycinet, oncle du capitaine de Freycinet, administrateur des Chantiers de la Gironde, etc., etc. ?

Bibliothèque de Sciences Po

Depuis trente ans, on ne connaît qu'un seul ministre de la guerre ou de la marine qui ait osé résister à la pression des métallurgistes. Encore M. Camille Pellatan dut-il céder, à la fin, devant les attaques furieuses des Millerand et des Doumer contre le cabinet Combes, et commander les deux cuirassés exigés par Schneider et ses associés.

Avec de tels appuis, au sein même du Gouvernement, les métallurgistes ont de grandes chances d'obtenir du Parlement tous les crédits qu'ils désirent. Cependant, ils ont jugé prudent d'introduire dans les deux Chambres un grand nombre de leurs créatures. Tantôt, ce sont les fabricants de canons eux-mêmes qui se font élire représentants du peuple, comme M. Aynard, des *Aciéries de Saint-Etienne*, député de Lyon ; M. Charles-Prevet, administrateur de Montbard-Aulnoye, récemment encore sénateur de Seine-et-Marne ; tantôt, au contraire, ce sont des parlementaires qui, en raison de leur influence dans les assemblées, sont devenus administrateurs des fabriques d'armes. Citons, par exemple, MM. Guillain, ancien ministre (Aciéries de la Marine), Fortgémol de Bostquénard, sénateur (Société métallurgique de l'Ariège, obus), etc., sans compter les frères et gendres, comme M. Georges Clémenceau, frère de Paul, ingénieur-conseil du Creusot ; Dujardin-Beaumetz, frère de l'administrateur de Montbard-Aulnoye, et Jonnart, gendre de M. Aynard, des Aciéries de Saint-Etienne. Tous ces hommes, grâce à leur fortune, aux places et à l'argent dont ils disposent, acquièrent vite une grande influence sur leurs collègues, deviennent chefs de groupes, rapporteurs des grandes commissions, et forment facilement, au sein des Chambres, les majorités nécessaires au vote de leurs projets.

L'ART DE « RÉVEILLER » LE PATRIOTISME.

Reste un dernier obstacle à franchir. Les contribuables, écrasés par un formidable budget de près de 5 milliards, n'aiment pas voir augmenter leurs impôts, et les députés peuvent hésiter à affronter la colère de leurs électeurs. Il faut donc convaincre le peuple souverain de la nécessité des charges qu'on lui impose. C'est ici qu'intervient la presse. Par ses informations sensationnelles, ses articles tendancieux, ses quotidiennes excitations, il lui est facile, en exagérant le péril national, d'amener le peuple à ce degré de peur et d'irritation qui le prédispose à tous les sacrifices.

Aussi les métallurgistes ont-ils bien soin de se concilier ses faveurs. Parfois, tout simplement, ils achètent un fort lot d'actions

Bibliothèque de Sciences Po

de telle feuille et s'en font nommer administrateurs. Ainsi M. Charles Prevet, fabricant d'obus et de conserves pour l'armée, est président du *Petit Journal* ; et l'on comprend le zèle tout particulier déployé par ce grand journal en faveur du service de trois ans et des armements dont il est le prétexte.

Mais ce procédé exige l'immobilisation de capitaux importants. On préfère d'ordinaire avoir recours aux contrats de publicité. Un agent spécial, chroniqueur de talent, longtemps attaché à l'*Echo de Paris*, est spécialement chargé de distribuer aux journaux la manne d'or destinée à stimuler leur zèle patriotique. Pas une feuille de quelque importance qui ne reçoive des marques de sa générosité. Un jour, on voit le *Matin* consacrer une page entière au bassin de radoub construit par le Creusot à Bordeaux ; un autre jour, c'est le *Temps*, qui publie un luxueux supplément illustré à la gloire des fabriques d'armes. Tout cela se paye naturellement fort cher (34.000 francs, nous dit-on, pour le supplément du *Temps*). Même les Revues hebdomadaires ou mensuelles, dont le public est bien plus restreint, ne sont pas négligées. *Science et Vie* (qui appartient au *Petit Parisien*) et *Je sais tout* publiaient récemment d'impressionnants articles sur la fabrication des cuirassés et la nécessité des obusiers de campagne. A côté, sur les pages de garde, on pouvait voir des réclames payantes pour Schneider et Cie. Sans doute, la puissante firme ne compte pas que les lecteurs de ces magazines lui achèteront jamais un canon de 75 ou un croiseur de 15.000 tonnes. Mais la note de publicité paye l'article de vulgarisation. Et comment la Revue ne s'associerait-elle pas de tout cœur à une campagne d'armements favorable aux intérêts d'un si bon client ?

Alors, qu'un incident diplomatique survienne, que le Kaiser prononce un discours un peu vif ou que le Reichstag vote quelque crédit militaire, aussitôt, comme sous la baguette d'un invisible chef d'orchestre, le chœur entier de la presse à gages entonne l'hymne du « péril allemand », et, dans l'émotion factice provoquée par les journaux, ministres fournisseurs et généraux métallurgistes s'empressent d'arracher aux contribuables quelques centaines de millions de commandes parfaitement inutiles.

LE COUP DE 1905.

On l'a bien vu en 1905. Lorsque Guillaume II obtint la démission de M. Delcassé, toute la presse affecta d'annoncer la guerre comme imminente. Crainte factice : la chute même du ministre de

Bibliothèque de Sciences Po

« l'encerclement » n'était-elle pas le meilleur gage de paix ? Toutefois, on venait de subir une première alerte, et dans l'émotion bien naturelle du premier moment, le gouvernement commanda secrètement pour 30 millions d'artillerie lourde et de munitions. Cependant, peu à peu, la crise se calma. Au lieu de se battre, on décida d'aller à Algésiras. Un accord préliminaire fut conclu le 28 septembre. Le 30 octobre, M. Berteaux, ministre de la guerre, engagea néanmoins pour 50 millions de dépenses nouvelles (obus, cartouches, canons Rimailho, mitrailleuses). Le 9 décembre, on est à la veille de la Conférence, l'Allemagne a reconnu formellement la « situation privilégiée » de la France au Maroc. Mais M. Etienne a pris le portefeuille de la guerre et — toujours sans consulter les Chambres — il commande pour 110 millions d'artillerie, de munitions, d'approvisionnements de toutes sortes. Enfin, le 6 février 1906, les négociations sont en bonne voie ; l'opinion commence à se rassurer. Mais les métallurgistes ne sont pas encore rassasiés, et M. Etienne leur accorde, sous prétexte « d'évaluations insuffisantes », un petit boni de 31.829.000 francs...

Et quel gaspillage à l'occasion de ces commandes ! La Société des Batignolles avait offert de prendre un lot de caissons à 1.000 francs de moins par caisson que le Creusot. La commande fut quand même accordée à Schneider, qui gagna du coup 4 millions de plus. Les bureaux, pour s'excuser, expliquèrent plus tard, que le Creusot était mieux outillé et qu'il fallait aller vite. Mensonge ! D'après le cahier des charges, les caissons étaient livrables *dans deux ans !...* Hé oui ! ces hommes qui engageaient 223 millions de dépenses secrètes sans consulter le Parlement, sous prétexte du péril imminent, passaient des contrats de fourniture à livrer... quand la guerre sera finie. Voilà avec quel cynisme on joue de la « menace allemande » et de l'inquiétude d'un peuple affolé ! (1).

Dans ces conditions, il est permis de se demander si nous n'assistons pas, à chaque nouvelle alerte, à une reprise de la même tragi-comédie. Incidents balkaniques, renforcement des effectifs allemands systématiquement grossis, déclamations forcenées de la presse sur les « provocations germaniques » et « l'heure décisive » : le scénario est le même.

Les acteurs aussi ne changent pas. En 1905 et 1906, cinq hommes ont pris sous leur responsabilité les 223 millions de commandes occultes accordées aux fournisseurs de la guerre. Ils s'appe-

(1) Tous ces faits et ces chiffres ont été pris dans le rapport de M. Messimy sur le budget de la guerre pour 1907, tome II, pages 208 et suivantes.

Bibliothèque de Sciences Po

laient Etienne, ministre de la Guerre, Poincaré, ministre des Finances, Cochery, président de la Commission du Budget, Pierre Baudin, rapporteur général, et Klotz, rapporteur du budget de la Guerre. En 1913, M. Etienne tient de nouveau le portefeuille de la Guerre, M. Pierre Baudin est son collègue à la Marine, M. Klotz est ministre de l'Intérieur, M. Cochery est nommé président de la *Banque Nationale de Crédit*, et M. Poincaré, Président de la République. Mêmes hommes, même situation, même méthode. Les appétits seulement se sont accrus. On n'a pas tardé à s'apercevoir que nous avons été victimes du même bluff.

L'INTERNATIONALE DU CANON.

En somme, de chaque côté du Rhin deux peuples ne demandent qu'à vivre en paix. Aucune nécessité vitale ne les pousse l'un contre l'autre. L'un est un grand pays industriel ; l'autre une nation de cultivateurs et de petits rentiers. L'un fabrique en abondance des articles à bon marché ; l'autre s'est spécialisé dans les produits de luxe ; et leurs exportations l'un chez l'autre s'équivalent à peu près (1). Si la population de l'un est stationnaire, celle de l'autre, si rapide que soit sa croissance, ne lui suffit plus, et l'Allemagne appelle chaque année pour ses récoltes 800.000 slaves (2). Aucun intérêt ne les heurte. Seul un souvenir se dresse entre eux. Mais l'Alsace-Lorraine, éprise d'une autonomie que seul l'apaisement peut lui donner, n'aspire plus qu'à être le trait-d'union des deux nations réconciliées. Un rapprochement franco-allemand, en soulageant les deux peuples, assurerait le paix du monde.

Mais, du même coup, il ruinerait l'industrie du massacre et de la mort. Alors, des deux côtés des Vosges, la métallurgie militaire s'est organisée pour conjurer ce désastre. Fortement concentrée en un petit nombre de Sociétés étroitement unies, elle attire dans ses conseils d'administration les grands chefs de l'armée, domine par eux les commissions techniques et les bureaux, inspire les programmes dont elle a un continuel besoin, les fait triompher dans les Parlements par le moyen de ministres — et même de Chefs d'Etat (3) — associés à ses intérêts, et les impose à l'opinion par

(1) Exportations allemandes en France 981 millions. Exportations françaises en Allemagne 814 millions (1912). La différence représente 2 °/₀ du total de nos importations.

(2) V. Georges Bourdon : *L'Enigme allemande*, p. 440.

(3) V. plus haut : Guillaume II actionnaire de Krupp.

Bibliothèque de Sciences Po

l'organe d'une presse payée pour semer la panique et la haine. En sorte que les deux peuples, maintenus dans un état de défiance injustifiée, s'épuisent en armements dont métallurgistes, journalistes, ministres et généraux s'enrichissent avec une égale avidité.

Si du moins ces hommes avaient la conviction de servir des nations réellement hostiles, s'ils se considéraient comme les champions irréconciliables de deux races irréductiblement ennemies ! Mais il n'en est rien. Fabricants de canons allemands et fabricants de canons français, loin de se détester, s'entendent et souvent même s'associent. Lorsqu'en 1905, on eut découvert en Algérie les minerais de l'Ouenza, l'un des plus riches gisements d'hématite (1) qui soit au monde, le Creusot les livra à un consortium international au premier rang duquel figurait l'usine Krupp. Tandis que les deux gouvernements de Paris et de Berlin se disputaient âprement le Maroc, Krupp et Schneider s'associaient dans l'*Union des Mines Marocaines*. Mieux encore, si les métallurgistes d'Outre-Rhin manquent de fer, les nôtres manquent de charbon. En échange de participations dans les houillères rhénanes, ils ont livré à leurs rivaux la moitié des concessions de la Lorraine française. Et tout le monde sait que, plutôt que d'exploiter les gisements si riches de notre Normandie, Schneider et consorts ont préféré les donner à Thyssen. En sorte que si demain la guerre éclatait avec l'Allemagne, nous aurions la satisfaction — éminemment patriotique — de nous faire massacrer par des shrapnells faits avec du fer français...

C'est peut-être là ce qui donne le mieux la mesure de l'hypocrisie métallurgique. Ces hommes ne partagent pas les haines dont ils vivent. Ces profiteurs de nationalisme sont eux-mêmes des internationalistes.

Ils parlent de la « défense du pays », mais ils n'y croient pas, puisqu'ils fournissent à l'ennemi le minerai dont il forge ses armes.

Ils parlent de « l'invasion possible » et du démembrement de la France, mais ils ne le craignent, puisqu'eux-mêmes livrent à l'envahisseur supposé tout ce qui pourrait exciter ses convoitises, concessions, mines, exploitations coloniales, etc.

Ils parlent de la Patrie, mais ils ne l'aiment pas, puisqu'au lieu de la vouloir puissante et prospère par le travail fécond, ils l'épuisent et l'écrasent sous les charges toujours croissantes d'un militarisme stérile.

Parasites, qui vivent du mal qu'ils provoquent ; apôtres intéressés d'une religion qu'ils exploitent sans y croire.

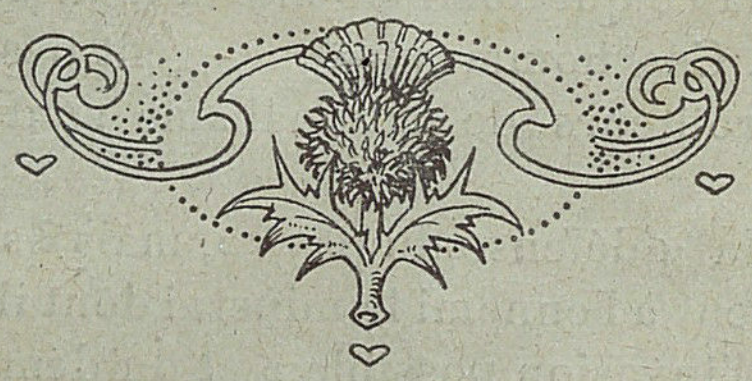
(1) L'hématite est le minerai des canons.

Bibliothèque de Sciences Po

Heureusement, cette sinistre comédie ne peut durer. Le scandale Krupp, les révélations faites à la tribune du Reichstag, et la curieuse lettre de von Gontard sur le *Figaro*, en découvrant officiellement les agissements de la métallurgie militaire, ont ouvert les yeux aux plus confiants. Le voile du temple s'est déchiré. Et dans le sanctuaire où les patriotes vénéraient les mystères de la Défense Nationale, voici qu'ils aperçoivent une tourbe de journalistes vénaux, de ministres fournisseurs et de généraux marchands de canons, se partageant sur l'autel du Moloch métallurgiste les milliards extorqués à la bonne foi des contribuables...

L'excès même du scandale doit profiter à la cause de la paix. Que des deux côtés du Rhin les hommes de bonne foi osent enfin dénoncer les agissements intéressés de l'*Internationale du Canon* et l'apaisement se fera entre deux peuples qui n'ont aucune envie de s'entr'égorger, et qui (ô ironie !), n'arment que parce qu'ils se font peur — et ne se font peur que parce qu'ils sont armés.

Juin 1913.



Bibliothèque de Sciences Po